



Extrait du www.acdn.net

<https://acdn.net/spip/spip.php?article62>

Aux Fous !!

- Accueil - Médias -

Date de mise en ligne : vendredi 14 novembre 2003

Description :

Dans son édition du 14 novembre 2003, l'hebdomadaire « Haute Saintonge » (lectorat : 40 000) a donné la parole à ACDN et publié l'article suivant

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

La France « s'apprête à réviser sa stratégie de dissuasion, afin de pouvoir frapper, même de manière préventive, des 'Etats voyous' » ; le président de la République « va annoncer cette nouvelle doctrine » (Libération du 27.10.03). C'est ainsi que la « dissuasion du faible au fort » va faire place à celle « du fort au fou ». Ou du moins s'y rajouter (il faut toujours garder une poire pour la soif : la menace chinoise, par exemple, « scénario lointain », ou bien un possible regain de menace russe).

Qu'est-ce qui nous vaut cette nouvelle « doctrine », dont l'Elysée, selon une dépêche AFP, conteste seulement la nouveauté ? Le changement de contexte international, à ce qu'il paraît.

En réalité, le motif est tout autre : ce qui « justifie » l'existence de la force de frappe française... c'est son existence. Et rien d'autre. Puisqu'elle est là, il faut lui trouver un emploi plausible. La menace présumée du « fort » s'étant éloignée avec la fin de la guerre froide et la disparition de l'URSS, il nous faut absolument un autre ennemi à dissuader, et digne de l'être avec des armes nucléaires. Puisque sa faiblesse l'en rend a priori indigne -peut-être qu'il n'aura même pas d'armes atomiques, qu'il cherchera seulement à s'en procurer, ou bien à se procurer des équivalents biologiques ou chimiques...- il faut lui trouver une autre tare. Il s'agira donc d'un Etat (les terroristes travaillant à compte d'auteur ayant la fâcheuse habitude de ne pas se laisser intimider par les bombes atomiques), mais d'un « Etat voyou » (« rogue State »), ou mieux encore, fou. A cette seule condition, « le Sud » pourra remplacer « l'Est ». Elle sera facile à remplir puisque le chef de l'Etat français, consubstantiellement sage et perspicace, sera seul à devoir porter le diagnostic. Et « notre » force de frappe pourra croître et embellir, à la plus grande joie du CEA et d'AREVA, nos marchands d'atomes.

Cette « doctrine » présente d'autres avantages. D'abord, par la magie du verbe, la puissance supposée dissuasive de la France change de statut : elle se déclarait faible, la voilà forte. Est-il donc fort, ou faible, cet armement nucléaire ? Tout est relatif, on le sait, mais avec 348 têtes nucléaires et 57 mégatonnes d'équivalent TNT disponibles, la France pourrait théoriquement faire, en « équivalent Hiroshima », un milliard de morts. Il est donc « fort » en capacités mortifères. Hélas, d'un point de vue militaire il est nul, puisque politiquement inutilisable.

On le reconnaît dans l'entourage de la ministre de la Défense : « Dire qu'en cas de crise avec un pays nous allons vitrifier trente millions de personnes, ça pose un problème. » Le président Mitterrand l'avait dit autrement en qualifiant d'« armes barbares » les armes nucléaires, et en assurant peu avant la guerre du Golfe que la France (c'est-à-dire lui) s'interdirait de les utiliser. C'est aussi ce qu'a dit en 1996, une fois retiré du service, le général Lee Butler, ancien chef du Strategic Air Command, responsable à ce titre de la mise en oeuvre de l'ensemble des armes stratégiques américaines : « Les armes nucléaires sont fondamentalement dangereuses, extraordinairement coûteuses, militairement inefficaces et moralement indéfendables. »

Indépendamment de toute considération morale, leur usage par la France était impossible du temps de la guerre froide, si par malheur celle-ci était devenue chaude : « l'ennemi désigné » disposant de capacités de riposte (« frappe en second ») bien plus terrifiantes que les nôtres, on n'aurait même pas pu lui délivrer, sous forme de frappes nucléaires ciblées, « l'ultime avertissement » censé arrêter son élan.

C'est ce qu'a reconnu le président Giscard d'Estaing dans ses mémoires : il s'était secrètement résigné à ne pas utiliser en premier l'arme nucléaire, quitte à subir une invasion et une occupation dont « la culture française » s'est déjà relevée plus d'une fois. Il ne lui restait donc qu'un usage possible : la vengeance, au cas où l'ennemi aurait « entamé la destruction de la France » (par des frappes nucléaires). Histoire de transformer sa destruction partielle en anéantissement...

D'où l'intérêt majeur de la nouvelle « doctrine » : avec elle, les armes nucléaires vont enfin trouver une raison d'être.

On pourra vraiment les utiliser, puisque le « faible fou » n'aura pas les moyens de leur répliquer. A la condition « morale » de les « miniaturiser » pour viser des cibles restreintes et limiter les pertes civiles. Ce qui complètera la panoplie et fournira du blé à moudre à nos chercheurs, nos services diplomatiques et secrets, nos industries de biens de destruction. Tous vont pouvoir se rapprocher de leurs homologues américains, puisqu'on s'aligne purement et simplement sur la « Nouvelle Posture Nucléaire » de l'administration Bush.

Mais où sont donc les « fous » ? Sûrement pas là où on le laisse entendre. Car enfin, si on les croit capables de se laisser dissuader, c'est qu'ils ne sont pas fous ! Et si on se garde bien de les nommer, c'est qu'on entretient avec eux des relations diplomatiques et commerciales... pas toujours raisonnables, il est vrai, puisqu'on leur vend de quoi se fabriquer des armes de destruction massive, tant nucléaires que chimiques ou biologiques. C'est ce qu'a fait en 1975 le Premier ministre Jacques Chirac en accordant à Saddam Hussein la vente d'« Osirak ». Les Israéliens ont su ensuite neutraliser par un bombardement purement « conventionnel » ce prétendu « réacteur de recherche » nucléaire. Mais il a inspiré à Saddam Hussein les ambitions qui ont abouti à la guerre du Golfe.

Les fous sont donc ailleurs. Ce sont, certes, les terroristes fanatiques capables d'attentats, y compris nucléaires, biologiques ou chimiques. Contre eux, même miniaturisée, la Bombe ne sert à rien, et les moyens de réduire cette menace se situent précisément aux antipodes : dans un changement de nature des relations internationales, dans la coopération entre Etats -y compris policière- que seul un processus contrôlé d'abolition de toutes les armes de destruction massive rendra possible. Les fous, en fait, ce sont les dirigeants des Etats nucléaires qui s'étaient engagés, dans le cadre du Traité de Non-Prolifération, à éliminer tous leurs arsenaux nucléaires et qui n'ont pas fait depuis le moindre pas dans cette direction. C'est cette attitude qui a rendu la prolifération nucléaire effective et qui, si elle est maintenue, la rend inéluctable. Avec, au bout du compte, une catastrophe générale.

Pour enrayer cette folie militaro-nucléaire, il n'y a qu'un remède : la mobilisation des sociétés civiles. Le réseau international « Abolition 2000 » (1800 ONG et 250 villes) nous y invite. Le réseau français « Sortir du nucléaire » (650 associations) nous y invite. Les maires d'Hiroshima et de Nagasaki nous y invitent. Ils viennent de décider avec d'autres « maires pour la paix » une grande campagne internationale destinée à mobiliser des millions de citoyens à travers le monde d'ici au prochain « Comité préparatoire » (New York, avril 2004) à la Conférence de révision du TNP qui se tiendra en 2005. On espère qu'un grand nombre de maires français, à commencer par le premier d'entre eux, l'actuel maire de Paris, sauront s'y associer.

Jean-Marie Matagne

président de l'Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire (ACDN)